

DE LA CULTURE ÉNERGÉTIQUE CHEZ LES PROFESSIONNELS DE L'ENVIRONNEMENT OU LE MYTHE DU CORDONNIER MAL CHAUSSE ?

Perrine GAUDE, sociologue

Cette recherche appréhende les mécanismes sociaux liés à la MDE en explorant les modes et pratiques de consommation énergétique d'une population spécifique : des acteurs qui, par leur situation professionnelle ou leur engagement associatif, politique, sont particulièrement sensibles aux problématiques environnementales. Elle analyse les logiques d'action mises en œuvre et rend compte des mécanismes freinant ou favorisant le passage du dire au faire chez des personnes déjà éduquées aux questions environnementales. Elle tente de saisir les processus menant (ou pas) au changement de comportements, une fois que la prise de conscience des problèmes énergétiques s'est opérée, en analysant la mise en œuvre concrète de pratiques visant à réduire les consommations d'énergie.

À l'origine de l'étude se trouve le constat suivant : les politiques publiques de MDE rencontrent des difficultés à infléchir les comportements. Si une prise de conscience collective de la fragilité du bien énergétique a introduit un nouveau rapport avec cet objet, et si l'opinion publique se dit de plus en plus préoccupée par les questions écologiques, les comportements, eux, changent plus difficilement. En effet, chacun interprète et adapte les prescriptions environnementales au contexte socio-culturel qui lui est propre, et une sympathie de principe ne suffit alors pas à générer la modification des comportements et modes de consommation. Les fonctions symboliques attribuées aux objets techniques et au confort entravent en grande partie le passage à l'action.

L'enquête questionne donc les logiques de changement, et postule l'existence d'un sous-groupe, rassemblé autour de pratiques, savoirs, valeurs communes concernant l'énergie, pouvant être porteuses de ce changement. Tout en interrogeant l'existence de cette culture énergétique, l'auteur tente d'en dessiner les contours en observant les pratiques de ce groupe. L'analyse se construit autour de trois axes permettant de reconstituer le parcours de chacun et de comprendre les transformations liées aux divers cycles de vie : les modes de socialisation aux économies d'énergie, les valeurs et représentations liées à la problématique environne-

mentale, le lien entre ces valeurs et les pratiques. Le traitement de ces thématiques vise à comprendre dans quelle mesure l'adhésion durable aux pratiques "éco-efficientes"¹ relève d'une culture énergétique spécifique, et appréhende, par extension, la mise en œuvre de ces pratiques au niveau global sociétal.

► La socialisation verte : de la pratique économe non réflexive à l'engagement

L'étude de la socialisation permet de mettre en évidence la manière dont les individus, au sein de la population choisie, se sont appropriés les savoirs et modèles socio-culturels propres au domaine de l'environnement pour en faire un projet individuel original. Abordant le thème de la socialisation primaire, la plupart des personnes enquêtées relatent l'acquisition de pratiques économes transmises d'une génération à l'autre dans le contexte familial. Ces pratiques s'inscrivent dans la traditionnelle "chasse au gaspillage", intériorisée collectivement à la période de l'après-guerre. Beaucoup d'entretiens évoquent une relation spécifique à la terre (la plupart des enquêtés sont issus d'un milieu rural), mais celle-ci est dissociée de valeurs écologiques. On relève donc, dans l'enfance, un univers de valeurs et de représentations liées à l'environnement plutôt diffus et non prégnant, où les pratiques d'économie ont été intériorisées sans être reliées à la question énergétique. Cependant, les personnes enquêtées évoquent une éducation politique et civique qui les a préparées à l'engagement (intellectuel ou politique).

C'est au cours de la socialisation secondaire que les individus prennent réellement conscience des enjeux environnementaux, et intègrent, à travers leur engagement individuel, leur formation et leur parcours professionnel, une culture spécifique. Le contexte associatif, politique ou professionnel joue alors un rôle majeur dans l'acquisition de savoirs et savoirs-faire spécifiques. Malgré une hétérogénéité dans les parcours des personnes interrogées (elles ont des formations et des horizons

¹ On nomme "éco-efficiente" toute pratique répondant aux principes de maîtrise des consommations d'énergie

professionnels variés, peu d'entre elles ont suivi une formation universitaire strictement centrée sur la question énergétique), on observe donc une construction identitaire progressive commune. A travers l'étude des parcours individuels, l'auteur relève pour chaque personne interrogée des caractéristiques communes ayant accompagné leurs choix professionnels : une préoccupation latente (présente mais non consciente) aux problématiques environnementales, une vision altruiste de la société (l'éducation civique et politique) et une sensibilité aux problématiques de consommation. Les autres points communs de la population étudiée sont l'implication dans des réseaux associatifs locaux, une inscription dans la mouvance contestataire, et une défiance envers l'information, les médias. Cette culture des réseaux, commune à la grande majorité des personnes enquêtées, constitue la base de leur identité particulière.

► Valeurs et représentations

Articulation crise environnementale/ crise sociale/ modèle socio-économique

Les entretiens révèlent la conscience d'une crise environnementale liée aux choix politiques de développement socio-économique (consommation de masse, importance accordée au confort...), même si la perception de cette crise est plus ou moins nuancée (du pessimisme au souci du respect de l'environnement).

Les politiques publiques : "l'inertie à la française"

Les individus interrogés trouvent l'action politique insuffisante et inefficace, tout en estimant qu'il y aurait un fort potentiel à déployer. L'action de l'Etat est donc valorisée, mais considérée comme trop timide, marginale, parfois contradictoire. Les enquêtés dénoncent le quasi monopole du nucléaire et réclament davantage de mesures incitatives en faveur de solutions alternatives.

Changement et responsabilité de l'Etat

La capacité coercitive et incitative de l'Etat est tenue pour bien plus efficace que l'attente longue et incertaine d'une prise de conscience au niveau individuel. Les entretiens révèlent donc une attente envers l'Etat : qu'il fasse figure d'exemplarité en adoptant, au sein des collectivités locales, des mesures techniques à visée environnementale, pour faciliter une prise de conscience au niveau individuel. La responsabilité et l'implication individuelle sont tout de même évoquées pour qu'un changement durable s'opère, mais le pouvoir politique est considéré comme l'acteur incontournable de l'action environnementale. Les personnes enquêtées dénoncent donc les orientations socio-économiques tout en ac-

cordant un crédit potentiel au politique, notamment à l'Etat, dans la conception d'un projet de société écologiquement durable.

► Valeurs et pratiques

La conscience écologique ne génère pas systématiquement les pratiques éco-performantes

Les individus procèdent à un aménagement de leurs pratiques en fonction du coût (symbolique ou effectif) de celles-ci et de l'implication qu'elles supposent. Si la majorité des enquêtés mettent en évidence une adhésion au mode de vie écologique, aucun ne l'applique de façon systématique. L'adhésion à la morale écologique ne prévaut pas toujours, surtout dans des situations qui présentent de fortes contraintes matérielles. L'auteur distingue deux types de pratiques :

-Les pratiques "conventionnelles", qui sont socialement intégrées et correspondent à l'écologiquement correct, car elles présentent peu de contraintes. Elles ne répondent pas à une logique d'action volontaire ou réfléchie.

-Les pratiques "impliquantes", qui supposent un investissement en terme de finances, de temps ou de confort, et qui répondent à la formulation d'une démarche volontaire et réfléchie.

L'adoption de pratiques écologiques coûte cher !

Pour orienter ses choix vers une consommation écologique, l'individu est dépendant d'une structure énergivore, qui ne l'encourage pas à transformer ses habitudes de consommation. La mise en œuvre de certaines pratiques a un coût financier élevé, et d'après les enquêtés, une politique publique orientée vers l'aide à l'équipement devrait être mise en place.

La question du confort

Dans le rapport à l'énergie qu'entretiennent les individus se joue la question d'une qualité de vie intériorisée et socialement valorisée. Le confort tel qu'il est conçu dans nos sociétés est souvent un bien auquel les ménages ne veulent pas renoncer, même au nom des valeurs écologistes qui leur sont chères. Changer ses pratiques peut être synonyme de contraintes et de régression en terme de confort de vie. Par exemple, on peut privilégier le temps par rapport à l'écologie lorsqu'on définit son mode de transport. Pour chaque individu, la mise en pratique des valeurs écologistes consiste donc en une négociation

entre un système de valeurs imprégné de morale environnementaliste et le système de valeurs dominant. Mais ces dissonances sont généralement vécues comme un manquement au modèle écologiste, et les enquêtés revendiquent l'élaboration d'un ensemble de pratiques se conformant à leur propre système de valeurs, même s'ils font état de difficultés.

► L'émergence d'une culture énergétique...

Face au modèle socio-économique consumériste et à un système politique caractérisé par son inertie en matière de MDE, l'étude met en évidence des projets individuels spécifiques, visant à ajuster la morale écologiste et les pratiques qui en découlent. Le champ d'usages communs à ces individus exprime un système de valeurs, une sous-culture en voie d'affirmation face à un modèle consumériste et énergivore considéré comme prédominant.

Profil-types des individus rencontrés

Les personnes interrogées ont une propension à se distancier vis-à-vis du système sociétal établi. Ils adhèrent à un système alternatif au sein duquel peut s'inscrire leur propre système de valeurs. On observe cependant deux types d'approches :

-Les "réformistes" : ils envisagent le changement comme une évolution progressive des pratiques au sein de la société, dont ils seraient précurseurs. Leur engagement correspond à leur volonté de transformer le système par leur participation active.

-Les "alternatifs" : ils expriment une posture de réaction vis-à-vis de la culture englobante. Ils revendiquent un mode de vie écologiste alternatif et démonstratif du potentiel de changement. La notion de résistance est plus valorisée que chez les "réformistes".

Une sous culture porteuse de changement ?

Les deux groupes présentés ci-dessus transforment par leurs pratiques les schémas sociaux en matière d'environnement et plus particulièrement de maîtrise des énergies. Mais l'action de ces groupes minoritaires peut-elle influencer un ensemble plus global ? La minorité est un instrument du changement social, dans la mesure où elle est la première sensibilisée aux idées nouvelles et qu'elle contribue à les diffuser en les prenant en compte. Pour autant, l'adhésion à la pratique de la majorité n'est pas assurée, d'autant plus si les changements attendus interfèrent sur des facteurs de la vie quotidienne et sociale.

► Conclusions : vers une plus grande concertation entre Etat et citoyens

La tendance globale qui résulte de cette étude fait état d'une communauté de culture, à la marge des normes instituées, une nébuleuse active d'individus en réalisation d'un projet associé à une exigence écologique revendiquée. Cette communauté, dans sa diversité, entretient un lien dialectique fort avec la société qui l'englobe, et constitue par là une force de proposition pour un système en recherche sur les voies d'un développement durable. Face à ce constat, la question de la place de l'Etat et du pouvoir politique se pose. Si l'on considère l'inertie relative des politiques étatiques en matière d'environnement et de MDE, les dynamiques évoquées sont forces de proposition et d'innovations, dans la mesure où les acteurs, à différents niveaux, en sont les principaux expérimentateurs sociaux. Si ces groupes peuvent être des minorités porteuses de changement au niveau de la société, l'Etat, en les prenant en compte et en leur ouvrant les portes du dialogue et de la réflexion commune, en serait un instigateur bien plus efficient. La politique doit ouvrir les voies de la concertation et permettre, dans la perspective d'un changement social effectif, l'élaboration d'un projet collectif participatif impliquant les citoyens en faveur de pratiques de développement durable.

► Méthodologie

Echantillon

Le choix de la population interrogée a été réalisé à travers le filtre de leur engagement politique, professionnel ou associatif dans diverses structures en charge de missions liées à la MDE. Il était question de varier les profils, tout en restant dans la catégorie « acteurs sensibilisés ». Les entretiens ont été effectués auprès de 8 femmes et 7 hommes ; 14 sur 15 sont mariés. Ils ont de 26 à 61 ans, avec une sur-représentation des classes 25-40 ans et 40-55 ans. La plupart vivent en secteur urbain ou péri-urbain. La moitié est propriétaire de son logement.

Mode d'investigation

Des entretiens semi-directifs ont été réalisés : ils interrogeaient l'univers cognitif de l'acteur, ses représentations, ses pratiques en matière d'économie d'énergie. L'objectif était de pointer des éléments biographiques pour comprendre quels étaient les différents facteurs en jeu dans la structuration du système de valeurs.